



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Élections départementales La gauche présente ses candidat.e.s

1er mai.
Défilés dans
les P.-O.

p.7



**MON DÉPARTEMENT
EN COMMUN**
Pays catalan /// Fenouillèdes
SOLIDAIRE ÉCOLOGISTE CITOYEN

2€ - N°3880 - Semaine du 7 au 13 mai 2021



• **Services publics**
La Poste en Vallespir p.7

• **Football**
Le Qatar boycotté p.9

• **Culture**
Jardins illuminés p.10





Dites-moi docteur

Si prendre la température est devenu un geste courant en ces temps de pandémie, la journée mondiale de la liberté de la presse, ce dernier 3 mai, est aussi l'occasion de mesurer la température au niveau mondial de nos libertés. Docteur, le malade fait pâle figure.

Troisième pays exportateur d'armes et cinquième PIB mondial, la France n'est que 34e en ce qui concerne la liberté de la presse. En quelques années la situation s'est singulièrement dégradée. Il faut poser un diagnostic. D'abord, la concentration de titres aux mains de quelques industriels, les états d'urgences divers et variés, la loi sur le secret des affaires de 2018 qui peut conduire à convoquer des journalistes à qui on demande de révéler leurs sources, les « procédures baïllons » dont les grands groupes se sont fait une spécialité, sans oublier la loi « sécurité globale » qui veut empêcher de filmer un policier.

Une fois le diagnostic posé, il faut trouver les remèdes. Des drôles de docteurs Diafoirus proposent leurs potions amères. Tels ces officiers retraités appelant à un retour à l'ordre moral par une reprise en main militaire. Tels ces nerfs qui agressent les syndicalistes le premier mai. Tels ces droites de plus en plus extrêmes qui conjuguent de plus en plus décomplexées, racisme, autoritarisme et nationalisme avec l'adoubement des logiques du capitalisme financier et mondialisé.

Albert Camus en son temps prévenait : « Faites attention, quand une démocratie est malade, le fascisme vient à son chevet mais ce n'est pas pour prendre de ses nouvelles. »

La bonne décoction républicaine ne peut venir que de la gauche qui doit retrouver le sens de l'histoire, des travailleurs manuels et intellectuels et de l'intérêt général, hors des guerres picrocholines. Elle doit revenir vers les travailleurs et habitants des quartiers populaires, les gens de peu, pour élaborer avec eux des issues novatrices anticapitalistes, ce qui suppose de désigner clairement l'adversaire : le capitalisme qui exploite, spolie et aliène.

« -Je vous dois combien docteur ?
-Rien, c'est couvert par la Sécurité sociale, enfin... pour le moment... »

Annonces

Fête du Travailleur catalan

La fédération du PCF des Pyrénées-Orientales est au regret de devoir annoncer l'annulation de l'édition 2021 de la Fête du Travailleur Catalan. Dans un contexte où le gouvernement n'apporte aucune réponse au monde de la culture qui est en grande difficulté et où les contraintes imposées à ce type d'événement restent importantes, la direction départementale du PCF a considéré qu'il était impossible d'organiser cette fête dans de bonnes conditions. La prochaine fête du TC se tiendra donc à l'été 2022.

Rassemblement devant la trésorerie d'Elne

Lundi 10 mai à partir de 9h30, à l'appel de l'inter-syndicale des finances publiques.

PACA : la liste du LR Renaud Muselier soutenue par LaREM - et il y en a qui jouent les étonnés !



Macron veut une Ecole de Guerre de la Police



Un espoir mis en chantier

Il y a 150 ans, la Commune

4 mai : la Commune interdit le cumul des traitements.

5 mai : la Commune supprime sept journaux parisiens considérés comme pro-versaillais.

La Commune décide la destruction de la Chapelle expiatoire commémorant la mort de Louis XVI. Cette décision ne sera jamais exécutée.

6 mai : Thiers refuse la tentative de conciliation entreprise par la Ligue d'union républicaine des droits de Paris.

Décret de la Commune autorisant le dégagement gratuit des objets déposés au Mont-de-piété pour moins de 6 francs.

7 mai : des incidents ont lieu à Saint-Hippolyte.

9 mai : à Perpignan, quelques conseillers municipaux, des membres de la garde nationale – parmi eux, quelques officiers – essaient à nouveau de faire proclamer la commune à l'occasion d'une revue.

« On devait arborer un insigne rouge avec bordure dorée à la boutonnière. Mais la fermeté de la fraction modérée du conseil municipal a empêché tout événement. » (H. Chauvet). On cria seulement « Vive la Commune ».



Au mois de mai, un numéro spécial du Travailleur Catalan traitera de cette expérience politique pionnière, sociale, internationaliste, démocratique, laïque, féministe, antiraciste, qui reste une référence du mouvement progressiste.

Table with contact information for Le Travailleur Catalan, including address, phone, email, and staff roles like Gérante, Administrateur, and Impression.

Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse. FORMULE HEBDO PAPIER FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER. 6 mois : 40€ 1 an : 78€ Site+papier 1 an : 100€ Site 1 an : 66€

Form fields for subscription: Nom, prénom; N°; Rue, bd, ave., etc.; Nom de la voie; Code postal ou cedex; Ville; Mail; Tél.

Bulletin à renvoyer à: Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr

La Covid nous a contrariés !

Depuis un an la Covid-19 empêche la tenue de notre traditionnel banquet, du vide-grenier et de la rife. Une mesure alternative a été décidée par l'association :

Vente d'une cuvée spéciale illustrée par Delgé en soutien au Travailleur Catalan Prix 10€ la bouteille

Samedi 8 mai 2021 de 10h à 12h la maison communiste 44 avenue de Prades - Perpignan.

Distribution à laquelle s'associe une vente de thés des Fralib.

Pour commander :

Michel Verdaguer 07 83 33 65 58 ou mail : lesamisduc66@gmail.com

Informations complémentaires sur le site du TC : www.letc.fr - onglet Amis du TC



Un travail fructueux à poursuivre avec une majorité renouvelée

Elue communiste. Rencontre avec Françoise Fiter, vice-présidente du Conseil départemental des Pyrénées-Orientales et candidate aux élections qui auront lieu les 20 et 27 juin.

Quel bilan tirez-vous de l'action de la majorité départementale durant ces cinq dernières années ?

Durant ce mandat, la majorité départementale a maintenu le cap de politiques locales solidaires et protectrices face aux orientations nationales ultra libérales qui affectent les conditions de vie de la population comme les moyens des collectivités territoriales. Une volonté politique forte associée à une bonne gestion nous ont permis d'amplifier nos actions en matière sociale qu'il s'agisse de l'enfance, de la perte d'autonomie, du logement, de l'insertion, des collèges...

La crise épidémique aura fortement marqué ce mandat, et notre majorité a déployé d'importants moyens financiers, humains et logistiques pour répondre à l'urgence des besoins des habitants du département. Nous avons aussi soutenu les acteurs et associations sociaux, culturels, sportifs... la jeunesse.

Durant ces 5 années nous avons toujours fait le choix de l'intérêt général et du service public, avec un office public de l'habitat 66 renforcé, le développement du numérique et de la fibre accessible à tous, le syndicat départemental de l'eau, le soutien aux communes, un aménagement du territoire et des espaces naturels respectueux de l'environnement.

La majorité départementale a également organisé la grande concertation citoyenne « Imagine les P.-O. » et décidé d'investir 500 millions d'euros sur 4 ans pour

répondre aux divers enjeux et besoins définis par les habitants. Bilan positif donc.

Elue communiste, quel regard portez-vous sur les relations entre les diverses composantes de la majorité départementale au cours du mandat ?

La diversité de notre majorité a été une richesse. Durant le mandat, les communistes ont amené dans le débat leurs analyses et propositions. Il y a eu des moments de confrontation avec des points de vue parfois différents de nos partenaires, mais cela a permis une vraie réflexion commune et la réalisation d'actions concrètes. Nous avons pour notre part poussé sur le refus de l'austérité, sur les questions de services publics, d'aide à domicile, de soutien aux mouvements sociaux... cela se voit dans le bilan. Je considère que le résultat de ce travail collectif a été fructueux et qu'il ne peut que l'être davantage avec une majorité renouvelée et encore plus diverse.

Quels sont les principaux projets de la majorité départementale si elle est reconduite ?

Si notre majorité est reconduite, de nombreux projets, effectifs ou en cours de réalisation, doivent être confortés. Comme le syndicat départemental de l'eau, l'Office public de la langue catalane, le déploiement d'une plateforme de soutien à l'insertion des personnes qui

© Frédéric Ferrà Création.



perçoivent le RSA...

Nous devons construire un nouveau schéma des solidarités dont les habitants des départements ont tant besoin.

Nous avons d'ores et déjà voté le lancement d'une étude sur les difficultés d'accès aux soins pour mettre en place des mesures répondant aux attentes fortes de la population. Nous proposons, en ce qui nous concerne, la création de centres de santé.

Nous voulons travailler encore plus au développement durable, au déploiement d'un tourisme solidaire et innovant, accentuer notre intervention politique sur les transports avec la proposition du RER catalan et faire vivre plus concrètement la démocratie participative.

Propos recueillis par René Grammont

Mon département en commun

Élections départementales. Les candidates et candidats de la gauche rassemblée lancent la campagne pour le scrutin des 20 et 27 juin prochains.

© Frédéric Ferrà Création.



C'est dans le bel écrin du lac de Villeneuve-La-Raho, que les candidates et candidats de la gauche rassemblée aux élections départementales de juin prochain se présentaient à la presse.

La photo de famille offrait le visage d'une équipe rajeunie, mêlant expérience et renouvellement afin d'impulser une nouvelle dynamique. Côté formations politiques se retrouvent le Parti socialiste, le Parti communiste, le Parti radical de gauche, Place publique, des écologistes et des citoyennes et citoyens engagés dans des associations ou des syndicats. C'est le choix du rassemblement qui a prévalu.

Les axes de la campagne se déclinent autour des notions de solidarité, d'écologie et de citoyenneté, avec la volonté d'agir pour toutes et tous, donner de l'espoir. Pour cela le département doit rester à gauche, qu'il continue à jouer son rôle de bouclier social. L'équipe s'est également engagée à travailler dans la plus large concertation avec les habitants. On note que huit candidats titulaires sont communistes, dont six femmes, parmi les remplaçantes et remplaçants douze sont communistes. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions.

Nicole Gaspon

Les candidates et candidats

Canton des Aspres : Hermeline Malherbe, présidente du département – Thierry Voisin 1^{er} adjoint au maire de Thuir

Le Canigó : Marie-Edith Peral, maire d'Estover, Vice-présidente du Canigó grand site – Alexandre Reynal, Vice président du département

Côte sableuse : Nadine Pons, enseignante – Antoine Ponsi, cadre ministère de la justice

Côte Vermeille : Marie-Christine Bodinier-Colomines, ancienne élue d'Argelès-sur-Mer – Guy Lobet, maire de Collioure

Perpignan I Le Vernet : Karine Tartas, responsable syndicale, fonctionnaire – Carlos Grezes, juriste

Perpignan II Las Cobas Bompas Ville-longue-de-la-Salanque Sainte-Marie : Marie El Jai, professeur émérite à l'université – Jean-René Casals, directeur organisme de formations

Perpignan III Perpignan Cabestany : Françoise Fiter, Vice-présidente du département – Rémi Lacapère, Conseiller départemental

Perpignan IV Moulin à vent : Aline Piteux,

Conseillère en insertion professionnelle – Jean-Baptiste Llati, Avocat

Perpignan V Perpignan Canohès : Françoise Chatard, retraitée fonction publique – Mathias Blanc, Avocat

Perpignan VI Perpignan Toulouges : Tous-sainte Calabrese, Vice-présidente du département – Jean Roque, conseiller départemental

La plaine Illibéris : Marie-Pierre Sadourny, conseillère départementale – Nicolas Garcia, vice-président du département, maire d'Elne

Pyrénées catalanes : Aude Vives, conseillère municipale de Prades – Michel Garcia, maire de Matemale

Le Ribéral : Priscilla Beauclair, secrétaire de rédaction multimedia – Florent Marsal, étudiant

Vallée de l'Agly : Lola Beuze, conseillère départementale – Charles Chivilo, conseiller départemental, maire de Maury

Vallée de la Têt : Caroline Pagès, adjointe au maire d'Ille – Robert Olive, conseiller départemental, maire de Saint-Féliu-d'Amont

Vallespir-Albères : Martine Rolland, vice-présidente du département – Robert Garrabe, Vice-président du département, maire de Saint-Jean-Pla-de-Corts

Dans le canton de la Côte salanquaise l'équipe soutiendra le binôme Mado Garcia-Vidal – Marc Petit.

La fin d'une histoire plus que centenaire ?

SBFM. La volonté de liquider la Société bretonne de fonderie mécanique est le point d'orgue d'une longue histoire du combat des travailleurs de la métallurgie du bassin lorientais

En 1860, à l'époque de la révolution industrielle et de l'essor de la conserverie sur le littoral breton, Émile et Henri Trottier, ingénieurs des Arts et Métiers fondèrent l'« Usine à fer », communément appelée « les forges d'Hennebont » sur la rive droite du canal du Blavet. La fermeture pèse sur cette unité régionale dès le plan Monnet (1950) qui entend, dans le cadre de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), imposer les normes de concurrence de ce qui deviendra le marché commun, puis l'Union européenne actuelle. En dépit des luttes de la population locale, et du fait que cette usine produisait un acier unique en Europe qui ne se fait plus aujourd'hui qu'en Suède, le gouvernement décide de la fermeture des forges



La Bretonne de Fonderie, filiale de Renault, menacée de fermeture.

d'Hennebont par décret ministériel du 18 mai 1966. Jusqu'en 1968, on assiste à la reconversion de la main-d'œuvre et à la destruction de l'ancien centre sidérurgique : 300 des 600 derniers ouvriers des forges d'Hennebont sont dirigés vers la Société bretonne de fonderie mécanique (SBFM), filiale de Renault, créée sur le site de Kerpont dans la commune de Caudan près de Lorient, aujourd'hui menacée de fermeture.

Une lente destruction du savoir-faire local

Lorient et les communes voisines d'Hennebont et Lanester, qui ont été longtemps dirigées par des maires communistes, sans doute en raison d'une forte présence de population ouvrière, voient celle-ci fondre au rythme des liquidations de production autour de la métallurgie et des constructions navales depuis cin-

quante ans. L'arsenal de Lorient n'est plus que l'ombre de lui-même, les forges d'Hennebont ont disparu et aujourd'hui la SBFM, seule rescapée de cette catastrophe industrielle, est à son tour menacée. Cette situation est exemplaire de la faillite des politiques industrielles suivies depuis des années par les gouvernements successifs. Les délocalisations pour la recherche éfrénée de toujours plus de profit, les privatisations, et Renault pour qui travaille la SBFM en est l'exemple le plus parlant, cet ensemble conduit à l'effondrement des sites industriels et compromet l'avenir économique des populations locales. Il montre aussi ce que vaut le discours gouvernemental sur sa volonté de relocaliser nos productions en France.

Roger Rio

La « Grande EDF » remplace le projet « Hercule »

Energie. Face aux contestations, massives et quasi unanimes des agents gaziers et électriciens, Bruno Lemaire annonce un nouveau plan « Grande EDF ».

Le PDG d'EDF Jean-Bernard Levy a confirmé lui-même, le 23 avril, qu'il ne s'agissait que du changement de nom, « les objectifs poursuivis restent les mêmes ». Il existait déjà des dispositifs pénalisant l'entreprise publique au profit des investisseurs et des marchands. Par exemple, l'obligation faite à EDF de céder 25% de sa production aux opérateurs privés en dessous du prix de revient sur un marché de gros. Ou encore, l'engagement obligatoire fait à EDF d'acheter à prix fort et pendant une dizaine d'années les productions privées dites alternatives et intermittentes (éolien et solaire). Les profits sont ainsi garantis et protégés. Loi de transition énergétique de 2015 votée par le PS et EELV. La « Grande EDF », alias Hercule II, va plus loin. Elle poursuit véritablement le découpage en trois entités, met sur le marché une partie du secteur hydroélectrique, garde dans le domaine public ce qui coûte : entretien des réseaux, réparations, investissements et production. Elle ouvre au commerce ce qui est financièrement rentable.

Bruno Lemaire fait porter le chapeau à la Commission européenne et aux engagements pris. Sébastien Menesplier, secrétaire général de la CGT de l'entreprise, dénonce « la stratégie qui vise à déstabiliser le personnel, l'opinion publique et les organisations syndicales. Nous avons des propositions, il faut rendre cohérent tout le processus production, distribution et commercialisation... Des mobilisations sont prévues dès ce mois de mai. »

Michel Marc

*A consulter sur le site de FNME-CGT

Les vaccins, une poule aux œufs d'or

Santé. Les vaccins peuvent attendre, les dividendes d'abord. Telle est la devise des multinationales pharmaceutiques aux mains des fonds de pension américains.

La situation dramatique de l'épidémie en Inde, qui fait des milliers de morts chaque jour, révèle l'incapacité du système actuel à sauver des vies alors que des vaccins existent.

Plus d'un an après le début de la pandémie, on en est toujours à pleurer des morts dans trop de pays dans le monde. Or, l'Inde comme l'Afrique du Sud entre autres défendent l'idée d'une dérogation temporaire au régime de la propriété intellectuelle sur les technologies anti-covid à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Une proposition rejetée depuis des mois par les grandes puissances capitalistes qui ont engagé une course de lenteur pour la paralyser. Un habitant sur 500 au mieux peut accéder à un vaccin dans les pays du Sud. Le secrétaire national du PCF et député du Nord Fabien Roussel demande que « l'on fasse du vaccin un bien commun et qu'on puisse le produire en France et partout dans le monde ».

70 milliards pour les actionnaires des Big Pharma

Selon un calcul publié par People's Vaccine, les trois géants Pfizer, AstraZeneca et Johnson & Johnson ont, à eux seuls et rien que pour 2020, dilapidé 21,4 milliards d'euros en dividendes et rachat d'actions. Pour les ONG, avec cette somme, en se basant sur le prix prohibitif de 15,80 euros la dose, il aurait été possible de fournir un vaccin à toute l'Afrique. Sanofi n'attend pas d'avoir mis au point son vaccin pour augmenter ses dividendes : après avoir versé 3,96 milliards d'euros



de dividendes en 2020, le cadavre français promet pour 2021, 4,15 milliards d'euros à ses actionnaires.

Totalement libre de fixer son prix, Pfizer promet, pour doper le cours à la Bourse, une augmentation vertigineuse du tarif de ses vaccins à 150 euros pour les rappels annuels.

« On peut dire qu'il y a un financement collectif et public pour la recherche mais que les profits sont largement privatisés » dénonce Nathalie Coutinet, économiste. La Chambre de commerce internationale, qui n'a rien de révolutionnaire, avertit : « Sans accès universel aux vaccins, le monde doit se préparer à perdre encore 7610 milliards d'euros en 2021 ». Et combien de morts encore ?

Jacques Pumaréda

Traîne-sabres

Appel à sédition. Un quarteron de généraux factieux à la retraite déclare la France en péril et se dit prêt à la sauver.

S'affirmant de plus en plus comme la voix de l'extrême droite, *Valeurs actuelles* a publié, le jour du 60^e anniversaire du putsch d'Alger, une tribune émanant d'un quarteron de généraux à la retraite, depuis longtemps mis au rencart et clairement nostalgiques de l'OAS. Menés par Piquemal (ancien général 4 étoiles de la Légion étrangère), qui a été radié de l'armée en 2006, ils déclarent la France en péril, dénoncent une société qui mène à l'explosion et à la guerre civile, se disant prêts à « soutenir les politiques qui prendront en considération la sauvegarde de la

nation ». Marine Le Pen a dit aussitôt partager leur analyse, les invitant même à la rejoindre alors qu'elle sait fort bien que, pour certains, c'est déjà fait.

Selon le général Lecointre, chef d'état-major des Armées, beaucoup de bruit pour rien

Alors que le gouvernement ne s'était pas encore prononcé, le général Lecointre, chef d'état-major des armées, s'exprimait aussitôt, demandant des sanctions pour les généraux et les soldats d'active (très peu nombreux) signataires. Déclarant que ses auteurs savaient très

bien qu'ils prenaient un parti pris politique, il précise : « Cela je ne peux pas l'accepter, car la neutralité des armées est essentielle. Ensuite j'ai été choqué d'y lire un appel à l'armée d'active, ça me révolte absolument. » Considérant la tentation du putsch comme un fantasme il conclut : « Les femmes et les hommes politiques qui prennent le risque d'instrumentaliser les armées pour en faire un objet de polémique ne rendent pas service à la République. » De son côté, la ministre des Armées, Florence Parly, s'est exprimée le 25 avril, fustigeant cette tribune et déclarant : « nos armées ne sont pas là pour faire campagne mais pour défendre la France ». Sans négliger le fait que l'extrême droite cherche en cette occasion à muscler ses troupes, avouons qu'on est moins devant un danger réel que devant une opération de diversion, qui cherche à détourner l'attention des questions sociales, urgentes et déterminantes, pour l'orienter vers des questions régaliennes, objets de nombreux fantasmes.

Yvette Lucas

Les vieux séditionnaires agités du képi battent-ils en retraite ?



Violences inacceptables

CGT. Samedi 1^{er} mai, des individus, issus des black blocs et de groupes identitaires, ont agressé des militants CGT en fin de manifestation parisienne.

Alors que 25 000 manifestants commençaient à quitter la place de la Nation, au terme d'une manifestation massive, porteuse des revendications des travailleurs et de l'aspiration à une société plus juste, des attaques d'une extrême violence ont eu lieu en direction des manifestants. Insultes homophobes, sexistes, racistes ont précédé des actes de vandalisation des véhicules des organisations, et bien plus grave, la haine s'est exprimée par un déchainement de coups et de jets de projectiles. Vingt-et-un blessés, dont quatre graves sont à déplorer. La CGT a rendu public un communiqué pour

dénoncer ces actes extrêmement graves. « Le monde du travail ne reculera pas plus devant ce type d'agressions que face aux politiques libérales menées par le gouvernement actuel, dont les lois veulent nous priver de notre liberté. » Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour « violences volontaires en réunion » et « dégradations en réunion ». Fabien Roussel a immédiatement réagi en tweetant sa solidarité avec la CGT et son soutien aux blessés : « Honte à ceux qui, plutôt que de lutter contre la politique du gouvernement, ont préféré taper sur ceux qui défendent les salarié.e.s ! »

J.P.

Y a t il encore une classe ouvrière en France ?

Catégories sociales. Contrairement aux classements statistiques, la classe ouvrière, dispersée et souvent mal nommée, demeure importante dans notre pays.



La mouvance du marché du travail et la précarité perturbent les statistiques.

Chercheur au centre Maurice Halbwachs (CNRS), Philippe Askenazy a traqué les incohérences des nomenclatures officielles et démontre que, contrairement à ce qu'elles semblent révéler, la France reste ouvrière. Selon une déclaration récente de l'INSEE « pour la première fois la part des cadres (en y incluant les professions libérales) dans l'emploi total dépasse celle des ouvriers, (alors que), au début des années 80 les ouvriers étaient quatre fois plus nombreux que les cadres ». Un constat trompeur. En effet, selon les secteurs d'activité, des ouvriers sont classés soit ouvriers, soit employés, et les femmes qui travaillent dans les emplois subalternes, caissières, employées d'entretien, etc. sont dites employées. Cette distinction pèse dans la comparaison avec les années 80 car à l'époque l'accès des femmes à l'emploi était plus réduit qu'actuellement. Les distinctions opèrent aussi entre le privé et la fonction publique où des hommes ouvriers sont classés employés alors qu'inversement une femme conductrice de taxi salariée est classée ouvrière parce qu'elle exerce une profession considérée comme masculine.

Une porosité qui s'accroît entre des catégories apparemment diverses

Autre nouveauté, celle des livreurs et coursiers, qui, s'ils sont salariés, sont considérés comme ouvriers, mais qui, pour beaucoup, sont autoentrepreneurs, ce qui les fait apparaître comme artisans. L'évolution des professions libérales, qui se regroupent souvent en cabinets salariant leurs participants, modifie aussi l'univers professionnel, en partie dominé par des considérations relevant du marché du travail. Le flou apparaît également avec la croissance de la catégorie des « salariés intermédiaires », parfois basculés parmi les cadres. Ainsi, la conjointe, secrétaire ou réceptionniste, d'un membre d'une profession libérale, peut être classée cadre, contrairement aux professeurs des écoles. Cette brève évocation nous invite à poursuivre et rendre compte de nouvelles investigations afin de mieux saisir la mouvance du marché du travail et toutes les formes de précarité qu'elle engendre.

Y.L.

Les maths pour les nuls

Combien de millions dans un milliard ?

Exemple : 1 million de secondes c'est environ 11 jours.

1 milliard de secondes c'est environ 35 ans.

Autre exemple :

Fraude aux allocations chômage : 58 millions d'euros, soit en conservant l'échelle : 1 an et demi.

Fraude fiscale : 80 milliards d'euros, soit en conservant l'échelle : 2 975 ans. Tout est dit.

Joe Biden veut un impôt sur les plus riches

États-Unis. Le président propose de taxer les plus-values financières des super-riches dans un plan pour la famille.

Le président Joe Biden, dans son discours devant le Congrès, a voulu marquer une nouvelle période où le gouvernement fédéral sera plus présent dans la vie économique et sociale du pays. Il a défendu son programme d'investissements, d'un montant de 1000 milliards d'euros, qui

bénéficiera aux couches populaires. Ce plan « est un plan pour cols bleus, pour construire l'Amérique », a-t-il annoncé. Joe Biden semble prendre la mesure du mécontentement que suscitent les inégalités, et de la percée, ces dernières années, de la gauche démocrate incarnée par Bernie Sanders. Ce plan est intégré au mégaprojet de 2300 milliards d'euros sur huit ans destiné à la réhabilitation des infrastructures.

Récompenser le travail pas seulement la richesse

Le plan prévoit d'augmenter l'impôt sur les revenus du 1% le plus riche (au-dessus des 400 000 dollars annuels) de 20% à 39,6%, c'est-à-dire « là où il était quand Georges W. Bush est devenu président » en 2001. De même l'impôt sur les sociétés devrait être augmenté, mais resterait à un niveau inférieur de celui où il était au début du mandat Trump. Les gains de ce nouvel impôt, chiffrés

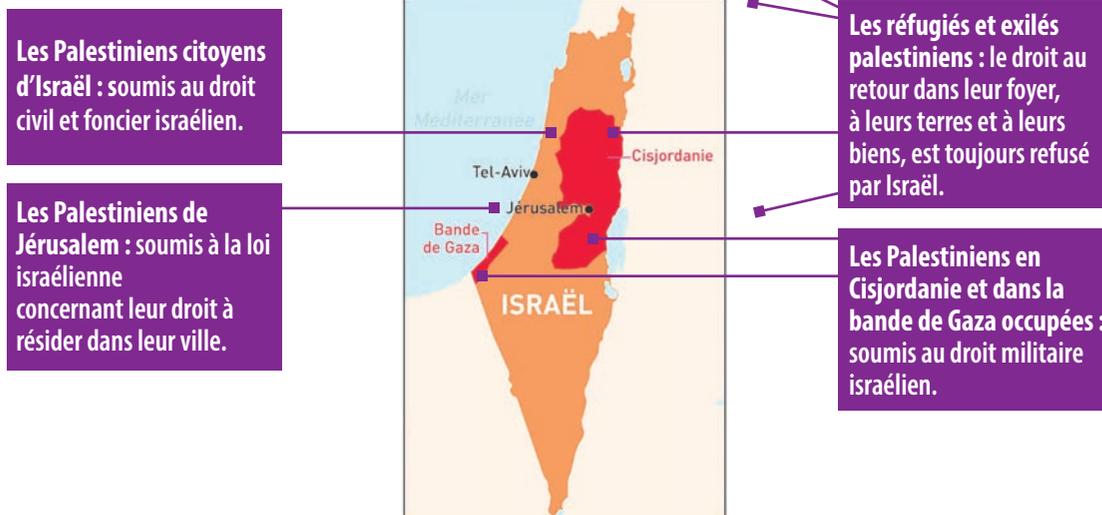
à 370 milliards sur la décennie, doivent servir à financer un *American Families Plan*. Les principales mesures annoncées sont l'aide à l'enfance, la gratuité d'inscription à certaines universités les deux premières années, aux services facilitant l'accès à la santé, pour résoudre le problème crucial de la dette étudiante. La classe moyenne devrait se voir attribuer 800 milliards d'euros de crédit d'impôt. Reste à voir maintenant s'il disposera d'une majorité pour mettre en œuvre une telle politique. Le président Macron a aussitôt réagi, dans son interview à la presse régionale, « pas question d'augmenter les impôts », l'orthodoxie ultralibérale sert toujours de boussole à celui qui reste fidèle aux années Thatcher et Reagan, quitte à creuser davantage les inégalités. Visiblement on craint de ce côté de l'Atlantique une contamination plus redoutable que la Covid.

Jacques Pumaréda



Israël dénoncé pour apartheid

Israël. L'impunité dont bénéficie l'État d'Israël dans sa politique répressive contre les Palestiniens commence à être remise en cause.



La puissante ONG Human Rights Watch basée à New York vient de dénoncer la politique d'Israël clairement qualifiée d'apartheid, ce qui, en droit international, est considéré comme un crime contre l'humanité. Dans la foulée, Kennet Roth, au nom d'HRW, a interpellé l'ONU pour qu'une commission d'enquête indépendante oblige Israël à abandonner cette politique qui n'a que trop duré. L'association France Palestine solidarité s'en félicite. Une fenêtre est enfin ouverte pour remettre en cause l'impunité d'un État qui foule aux pieds la charte universelle des droits de l'homme.

Les citoyens palestiniens ont été dispersés dans un pays où ils n'ont qu'un seul droit, celui de travailler pour les colons israéliens et/ou celui d'accepter de vivre dans des

conditions d'hygiène catastrophiques, comme c'est le cas dans la bande de Gaza devenue un enfer à ciel ouvert. Ils sont soumis à l'état d'humains de seconde zone, tombant tous les jours sous les coups d'une gouvernance raciste et d'extrême droite. En pleine crise sanitaire, alors que la population non palestinienne d'Israël est vaccinée massivement, les Palestiniens sont abandonnés à leur sort et seuls ceux qui travaillent pour les entreprises israéliennes peuvent y avoir droit.

Yvon Huet

Pour plus d'informations :

AFPS 66. 24 avenue Roger Salengro 66310 Estagel

Site : AFPS 66 - Association France Palestine Solidarité

Courriel : francepalestine66@gmail.com. Tel : 04 68 73 78 47.

Macron enterre la « doctrine Mitterrand »

Justice. À la demande de Rome, sept militants d'extrême gauche italiens, réfugiés en France, ont été arrêtés.

Actifs dans les années 1970 et 1980 en Italie dans les Brigades rouges, plusieurs groupes violents d'ultragauche s'étaient réfugiés en France. Marta Cartabia, ministre de la justice italienne, a fait valoir auprès d'Eric Dupond-Moretti la nécessité de les appréhender au plus vite, les mandats d'arrêt européens arrivant à expiration entre 2021 et 2023. Au total Rome demande qu'on lui livre 200 militants. Jusqu'ici, tous les gouvernements italiens s'étaient heurtés à la « doctrine Mitterrand ». « Les réfugiés italiens qui ont pris part à des actions terroristes avant 1981, qui ont rompu les liens avec la machine infernale à laquelle ils ont participé, ont commencé une nouvelle vie, intégré à la société française. J'ai dit au gouvernement italien qu'ils étaient à l'abri de toute sanction d'extradition », avait prévenu François Mitterrand en 1985.

Contrairement aux demandes de la Cour européenne des droits de l'homme, les condamnés par contumace n'ont pas le droit, en Italie, à un nouveau procès. Or les nouvelles règles des années 1992 et 2001 sont plus favorables à la défense. Certaines voix réclament désormais l'amnistie. Ainsi le secrétaire du Parti de la refondation communiste, Maurizio Acerbo dénonce « une vengeance » et rappelle que « la République née de la Résistance fit l'amnistie des fascistes en 1946 ».

J.P.

1^{er} mai pluvieux mais motivé !

© Jean Pouech.



© DR



© DR



À Perpignan, à Alénya et à Elne, le 1^{er} mai a rassemblé, travailleurs, retraités, intermittents du spectacle, précaires, dans différents villages du département malgré la pluie.

Conserver la perception d'Elne

Services publics. La semaine passée, en mairie d'Elne, la directrice départementale des Finances publiques était reçue par les élus du canton.

Tous les élus étaient présents pour dire aux autorités et à la responsable départementale « l'utilité de ce service public de proximité, recevant plus de 10 000 contribuables par an, les entreprises et les collectivités », et la questionner aussi sur « le sens à donner à cette fermeture et à toutes les autres fermetures qui éloignent toujours plus les citoyens de la République » et enfin pour lui « réaffirmer la détermination et l'unité des élus présents à défendre ce service ». A l'extérieur, sur le parvis, quelques dizaines d'agents des Finances, leurs syndicats, CGT, Solidaires et FO et des citoyens venus défendre la proximité du service public. À sa sortie, Nicolas Garcia, maire et conseiller départe-

mental, entouré des maires de communes voisines*, informait le public présent du contenu de la rencontre. Il les assurait, au nom de tous, de la volonté de poursuivre le mouvement, voire de renouveler la fermeture des bâtiments si les réponses n'étaient pas satisfaisantes. « Pour l'instant, nous n'avons pas de réponse », précisait-il. La directrice interpellée par les salariés des impôts s'est éclipcée.

M.M.

*Maria Cabrera (Bages), Jean-Jacques Thibaut (Théza), François Bonneau (Latour Bas Elne), Marie Pierre Sadourny (Ortaffa), Daniel Wenger et Marcel Clavaguera (Alénya), Jean Louis Torres (Corneilla) et Louis Sala (Montescot).

Chez Brico et Casto, la lutte n'est pas terminée

Social. Les 120 magasins en France de la maison mère Kingfisher ont tous subi, de façon différenciée, des mouvements et des arrêts de travail.

Dans le département des P.-O., une des salariées de Brico Dépôt confie : « Nous avons re-débrayé une heure mercredi et nous étions nombreux. Nous restons vraiment mobilisés. Les grèves tournent dans les magasins. » Elle poursuit : « Ce qu'il y a de positif, c'est que nous avons amené la direction à discuter avec les syndicats et les représentants du personnel. Pour l'instant la direction a cédé pour une prime plafonnée à 300 euros, c'est une avancée mais ce n'est pas satisfaisant et reste très éloigné des « primes Covid » versées par d'autres enseignes. »

Les employés de Brico-Dépôt en colère : des outils pour la lutte



Cent euros nets par mois. La revendication reste claire. Les salaires sont bas. Les salariés réclament une augmentation et contestent le principe des primes, aléatoires par définition et qui ne contribuent pas par les

versements sociaux aux cotisations sociales. Les modalités de l'action s'orientent vers des débrayages tous les vendredis, les négociations se poursuivent.

Michel Marc

Présence postale, la mobilisation continue

Vallespir. 1500 signatures ont été recueillies en deux semaines contre la réduction des horaires d'ouverture des bureaux de poste.



Prats-de-Mollo, signature de la pétition contre les réductions d'horaires de bureaux de poste.

Les militants de la CGT n'ont pas chômé ces derniers jours. Dans la foulée de la préparation d'un 1^{er} mai réussi, ils ont constitué des équipes pour aller à la rencontre des usagers de la poste au Boulou, à Saint-Jean-Pla-de-Corts, à Céret, à Amélieles-Bains, à Arles-sur-Tech, à Prats-de-Mollo, à Saint-Laurent-de-Cerdans et à Maureillas. « Partout, l'accueil a été très chaleureux, que ce soit à la sortie des bureaux de poste, des mairies et des marchés », nous confirme Christian

Cordier pour l'UL CGT du Vallespir.

Les militants venaient de toutes les catégories des services publics et au-delà, jusqu'à des intermittents, des jeunes et des retraités qui leur ont prêté main forte. « L'exemple de cette mobilisation est exemplaire et nous ne nous arrêterons pas en chemin parce que, dans notre département particulièrement touché par le chômage et la précarité, le service public doit en être que plus renforcé. Faire reculer l'admi-

nistration postale, c'est possible autant que nécessaire. Partout où il y a eu des luttes et où les élus et les citoyens ont été associés à la sauvegarde du service public, elle a dû reculer. », poursuit-il.

La CGT compte bien, à l'appui du très bon résultat de sa campagne, resserrer ses liens avec les usagers des services publics et les élus pour faire en sorte que l'expression « vivre ensemble » reste une réalité.

Yvon Huet

COUP DE GUEULE

218 km !

Huit agents PJJ*, fonctionnaires du ministère de la justice, vont être déplacés « dans l'intérêt du service », explique la direction. Educateurs spécialisés pour la plupart, ils travaillaient tous dans un établissement avec hébergement, recevant des jeunes mineurs et délinquants, à Perpignan.

218 km ! Ce doit être la distance utile aux « intérêts du service ». Ce sera Lavour. Elle, Edith Pugnet, est élue conseillère départementale communiste, adjointe à la mairie de Cabestany, et est mère de famille d'un jeune enfant scolarisé.

D-E-P-L-A-C-E-E ! Circulez il n'y a rien à voir. Paraît-il, il n'y a rien à lui reprocher, ni incompétences, ni faute professionnelle. Aucune procédure disciplinaire n'est en cours, où elle aurait pu se défendre, s'expliquer. Alors ? Pourquoi ? Pour qui ils se prennent ces cadres d'une grande administration publique, de la PJJ ? Mesurent-ils la portée d'une telle décision ?

D-E-P-L-A-C-E-E ; 218 km ! Arbitrairement. Un nouvel environnement, un changement d'école pour le petit, un nouveau logement, l'éloignement familial et amical, l'abandon de responsabilités... Et pas pour septembre. Là, de suite, fissa, immédiatement. Demain. Dès le 1er Mai. Allez hop, dégagez ! Bannie, Sainte Hélène, extradée, exilée ! Ils sont sept salariés à subir cette même « sentence ». Ils ont donc posé un « référé suspensif » auprès du Tribunal Administratif (TA). Vendredi 31, pour des raisons de procédures, le tribunal n'a pu se prononcer. La partie est remise. « Nous allons donc recommencer », nous déclarait, combative, Edith Pugnet.

Michel Marc

*PJJ. Protection judiciaire de la jeunesse, dépendant du ministère de la justice

Le maire et la loi

Il est un maire d'une de nos plus célèbres stations balnéaires du département, qui bien qu'ancien instituteur ayant fait des leçons de morale aux jeunes générations a du mal avec la loi. C'est quoi une loi ? Ça se respecte ?

Ainsi la loi qu'il n'avait pas respectée lui a imposé de détruire une partie de sa maison ; mais la leçon ne lui a pas été profitable.

Devenu premier magistrat, il a, sous sa responsabilité, un magnifique Bois de pins que la loi lui dit de protéger en tant que « bois classé préservé dans une zone naturelle ».

Que croyez-vous qu'il envisage ? Il projette d'y installer un marché artisanal qui drainera des centaines de chalands fumeurs et non-fumeurs qui pourront mettre (un peu) le feu au tapis d'aiguilles de pins qui jonchent le sol. Il semble s'asseoir allègrement sur les craintes justifiées des pompiers, se moquer des centaines d'amoureux du Bois qui pétitionnent... et des lois. On ne se refait pas !

Ouillade des luttes

Barboufat alias Rémi, au nom de l'association Les Amis du Travailleur Catalan, accompagné de Raymonde, Michel et Yvon représentants le journal a offert l'ouillade des luttes aux artistes et chômeurs qui occupent les caves Ecoiffier à Alénia. Grand moment de dégustation !

Le Hêtre, arbre majeur des Pyrénées, en danger !

Forêt. Les citoyens et collectifs, soutenus par des élus du PCF poursuivent leur combat contre le projet d'installation de la méga-scierie Florian.

Le dimanche 25 avril, le collectif « Touche pas à ma forêt » (TPMF) a déployé une toile de 150 m² à flanc de montagne visible depuis de nombreux villages contre le projet Florian dans les Baronnies.

La semaine dernière, une conférence de presse à Saint-Gaudens, à la demande des élus communistes du territoire (Corinne Marquerie, Pierre Lacaze et Hervé Charles) dénonçait le surdimensionnement de l'exploitation avec la mise à mal des ressources naturelles, la mise en danger du tissu économique local, l'investissement à la charge des collectivités locales, l'augmentation du trafic routier, le manque de perspective d'approvisionnement en bois local et la problématique de l'emploi.

Les élus du PCF proposent un nouveau plan immobilier de construction et de rénovation des bâtiments en

convertissant le mobilier urbain au bois. Corinne Marquerie a expliqué : « Nous souhaitons travailler sur des projets alternatifs. Nous ne sommes pas pour une sacralisation de la forêt, mais il faut réévaluer les usages pour valoriser le potentiel des bois locaux. »

Sur toute la chaîne des Pyrénées, de nouvelles actions sont programmées

Le dimanche 16 mai, un rendez-vous est donné à Arbas (31) pour des « Marches pour nos forêts ».

Les 29 et 30 mai, une mobilisation pour la forêt pyrénéenne sera organisée sous forme de fête.

Dans les Pyrénées Orientales, le collectif « Touche pas à ma forêt 66 » prévoit de participer, au mois de septembre, à la semaine des « rencontres de la Forêt » à Céret.

Joëlle Allemand

La Sociale s'invite à Alénia

Espace Ecoiffier. L'Institut d'Histoire Sociale de la CGT 66 a fait vibrer l'espace culturel d'Alénia, occupé depuis plusieurs semaines, en projetant le film de Gilles Perret, « La Sociale ».

Pascal Schmitt, régisseur son, syndicaliste CGT et responsable de la coordination des intermittents et chômeurs, n'a pas caché son émotion en évoquant la lutte opiniâtre qu'ils mènent dans ce beau lieu où de très nombreux spectacles de grande qualité ont défilé depuis que la ville d'Alénia a repris les anciennes caves pour en faire un lieu de culture et de rassemblements populaires.

« Notre mobilisation est en complète cohérence avec le message du film », a affirmé Pascal Schmitt. La Sociale, production cinématographique de Gilles Perret, était animée entre autres par Michel Etiévent, journaliste, écrivain et historien à qui on doit un ouvrage remarquable « Ambroise Croizat ou l'invention sociale ».

Vive la Sécu !

Jean Alvarez, président de l'HS 66, a présenté le film et animé un débat passionné. Le héros du film ? Ambroise Croizat, bien sûr, qui mit en mouvement l'aventure de la Sécurité sociale et fit de notre pays



Pascal Schmitt et Jean Alvarez ont organisé une rendez-vous autour du film « La Sociale ».

un des plus avancés du monde en matière de protection et de démocratie sociale. Ce film en donne la dimension.

Pendant le débat, la nécessité de redonner des couleurs à la Sécurité sociale a fait l'unanimité. Les ordonnances du Gouvernement Pompidou qui, en 1967, avaient remis en cause la gestion de la Sécurité sociale par les représentants du monde du travail, CGT en tête, permirent au patronat de reprendre la main, déclinant ainsi une remise en cause progressive de ses principes. Redonner des couleurs

oui, mais comment ? Jean Alvarez en sait quelque chose, lui qui travaille à la Sécurité sociale et lutte contre sa liquidation sur le terrain. Comme beaucoup d'autres qui se sont exprimés dans le même sens, il se bat pour une Sécurité sociale qui doit redevenir le cœur d'une solidarité collective de haut niveau, affranchie du dictat du patronat et de l'État. Pour cela, il faut que toute la société suive, avec des emplois décents et cotisants pérennes et un patronat payant sa part.

Yvon Huet

Jouer au foot sur un cimetière ?

Mondial 2022. *Devant l'horrible bilan humain de la construction des infrastructures, les appels au boycott de la Coupe du monde de football qui aura lieu au Qatar en 2022 se multiplient.*

L'an prochain, la Coupe du monde de football doit se dérouler au Qatar. Mais aura-t-elle lieu ? Les appels à boycotter ce Mondial se multiplient. Le 25 mars dernier, les joueurs de l'équipe allemande, avant leur match contre l'Islande, ont arboré « *Human Rights* » sur leurs tee-shirts. La veille, c'est l'équipe de Norvège qui avait proclamé « *Droits humains sur et en dehors du terrain* ».

C'est que ce qui devrait être une grande fête sportive risque fort de se dérouler sur les corps de milliers de travailleurs morts en réalisant les stades et autres infrastructures. En effet, selon les décomptes de la presse britannique, « *plus de 6500 travailleurs migrants originaires d'Inde, du Pakistan, du Népal, du Bangladesh et du Sri Lanka sont morts au Qatar depuis que le Qatar a été choisi pour accueillir la Coupe du monde il y a dix ans* ». Et le bilan est sans doute encore plus lourd, puisque ne sont pas pris en compte les décès concernant des



©Xavier-graphisme.PA

pays qui ont envoyé un grand nombre de travailleurs comme les Philippines ou le Kenya. Tout le monde sait que les conditions de travail confinent à l'esclavage, à commencer par la Fifa qui, en 2010, a fait le choix du Qatar pour le Mondial 2022.

L'humain d'abord, aussi en sport

Certes, la volonté de mondialiser cette manifestation était normale et avait conduit la direction internationale du football à choisir des pays comme le

Brésil ou l'Afrique du Sud, nations footballistiques reconnues. Mais qui connaît un footballeur ou un club qatari ? Au Qatar, le football n'est qu'une réalité géopolitique et financière. Ce minuscule État, dont le régime dictatorial a financé Daech et al-Qaïda, se fiche totalement du ballon rond. Son seul objectif est de sortir de l'ombre de son encombrant voisin saoudien.

Comme le dit un joueur norvégien, « *organiser cette Coupe là-bas, ce n'est rien d'autre que du sportwashing* », cette méthode qui consiste à utiliser le sport comme moyen d'améliorer la réputation d'un pays. Ou de réaliser un maximum de profits comme le prouve la récente tentative d'organisation d'une super-ligue européenne par quelques milliardaires et fonds d'investissements propriétaires d'équipes de football. N'est-il pas temps de dire « *Assez !* » et de jouer pour les supporters...

René Grammont

- annonces légales - annonces légales - annonces légales -

VIVAFLO SCI au capital: 100€ 42 AV GAL DE GAULLE, 66450 POLLESTRES RCS: 530608116 de PERPIGNAN. En date du 02/04/2021, l'unanimité des associés approuve les comptes de liquidation, donne quitus au liquidateur et constate la clôture des opérations de liquidation. Radiation au RCS de PERPIGNAN

VIVELA SARL au capital de 2,400 € Siège social : 230 rue James Watt, ZA Tecnosud site 21, 66100 Perpignan 498 205 228 RCS de Perpignan Le 08/03/2021, l'AGE a décidé de transformer la forme juridique de la société en SCOPARL sans création d'un être moral nouveau. Les gérants : Mme Colomines Jacqueline 38 rue Gounod 11100 Narbonne et M. Boulau Fabien 1 impasse Del Semale 66140 Canet-en-Roussillon Modification au RCS de Perpignan

SAJE SCI au capital de 15000 € Siège social: 13 Av De La Tet 66430 Bompas 803845445 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 01/03/2021 a décidé: de nommer gérant Isabelle Velasco, 16 Avenue De Provence 66330 Cabestany pour une durée indéterminée, en remplacement de Frederique Mallaret démissionnaire. Dépôt RCS PERPIGNAN.

Etude de Maîtres Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER, Jérôme de ZERBI, Notaires associés à PERPIGNAN (Pyrénées-Orientales), 44 Rue Hector Guimard

TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Par décision de l'associé unique en date du 25 mars 2021, la société par actions simplifiée dénommée IMMO RUN, au capital de 1.000,00 Euros dont le siège social est à PERPIGNAN (66000), 29 Bis, Rue de la Gascogne, et immatriculée au RCS de PERPIGNAN sous le numéro SIREN 837 592 849, il a été décidé de transférer à compter du 25 mars 2021, le siège social de la société à SAINT-NAZAIRE (66750), 7, Rue des Roselières. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

La société a été constituée pour une durée de 99 années.

La société a pour objet : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Pour insertion, la présidente : Madame Manolita Marie Léa DIJOUX, demeurant à SAINT-MARIE-DE-LA-MER (66470), 2, Allée du Cargal.

SOCIETE CIVILE D'EXPLOITATION AGRICOLE SAINT SEBASTIEN

Au capital de 55 860 euros
Siège social : 10, avenue de Fontaulé
66650 BANYULS-SUR-MER
431 599 919 RCS PERPIGNAN

La collectivité des Associés de la Société Civile d'Exploitation Agricole SAINT SEBASTIEN réunis en Assemblée

Générale Ordinaire le 23 mars 2020 a pris acte de la démission de Madame Christine

PIRIOU de ses fonctions de Co-Gérante, à compter de ce jour.

POUR AVIS

La Gérance

RECTIFICATIF

Dans l'annonce parue dans le Travailleur CATALAN N°3866, le 29/01/2021 concernant la SASU CENTRALE DU COMMERCE DE GROS 66, il fallait seulement lire à propos de l'objet social : l'activité de Commerce de gros de fruits et légumes, de produits alimentaires non spécialisé et de textiles. La livraison.

Pour insertion

CASINO DE CANET PLAGES

SAS au capital de 40000 €
Siège social :
10 promenade de la Côte Vermeille,
66140 Canet-en-Roussillon
594 100 398 RCS de Perpignan

Par acte SSP du 29/03/2021 et avec effet au même jour, l'associé unique a :

- renouvelé le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire de la Société PricewaterhouseCoopers Audit, - a pris acte de la cessation du mandat du Commissaire aux Comptes suppléant Monsieur Jean-Christophe GEORGHIOU.

Modification du RCS de Perpignan

CASINOS FRANCE OPERATIONS

SAS au capital de 3937000 €
Siège social :
10, promenade de la Côte Vermeille,
66140 Canet-en-Roussillon
507 451 219 RCS de Perpignan

Par acte SSP du 31/03/2021, l'associé unique :

- a nommé à compter du même jour en qualité de Commissaire Aux Comptes Titulaire : DELOITTE ET ASSO-CIES, Société anonyme au capital de 10 euros, ayant son siège social 6, place de la Pyramide DELOITTE, 92800 Puteaux, 572 028 041 RCS de Nanterre, en remplacement de CONSTANTIN ASSOCIES.

- a pris acte de la cessation des fonctions des Commissaires Aux Comptes Suppléant, CISANE.

Modification du RCS de Perpignan

Par acte SSP du 23/04/2021, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination :

CLOTURE 66

Objet social : Fabrication et Pose de Clôtures et Grillage

Siège social :

2 Rue de Balzac, 66250 Saint-Laurent-de-la-Salanque.

Capital : 1.500 €

Durée : 99 ans

Président : M. TIXAIRE Florent, demeurant 2 Rue de Balzac, 66250 Saint-Laurent-de-la-Salanque

Directeur Général : M. ACHIM ADI-NICU, demeurant 1 Rue Lo Pilo, 66530 Clair, M. DOUTRES Henri, 31 Chemin du Mas Bordes, 66530 Clair

Admission aux assemblées et droits de votes : Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente

Clause d'agrément : Les actions sont librement négociables

Immatriculation au RCS de Perpignan

SPORT NAUTIQUE 66, SN 66, SAS au capital de 200 €, Siège: 6 rue Gustave Roissy 66000 PERPIGNAN, 881 385 355 RCS PERPIGNAN. L'AGE du 10/04/2021 a décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. Christian MATEO, 6 rue Gustave Roussy 66000 PERPIGNAN, et Mme Shanae CASSAT, 15 Bld cassanyes, Résidence Hydra 66140 CANET-EN-ROUSSILLON, et fixé le siège de liquidation au siège. La correspondance est à 5 rue Gustave Roussy 66000 PERPIGNAN. RCS PERPIGNAN

Aux termes d'un ASSP en date du 30/04/2021, il a été constitué une EURL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale: VLQ

Objet social : Restaurant crêperie

Siège social : 5 place du général bassères, 66650 BANYULS-SUR-MER

Capital : 5 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PERPIGNAN

Gérance : Madame LE QUILLIEC Véronique, demeurant 41 avenue du Puig Del Mas, 66650 BANYULS-SUR-MER

Le Quilliec Véronique

MALLET JULIEN

SARL au capital de 6.000 €
Siège social :
15 BIS AVENUE DE TRESSERRE, 66300 Villemauque
510 864 325 RCS de Perpignan

En date du 01/05/2021, le président a décidé de transférer le siège social de la société 5 RUE DES GARENNES, 74960 Annecy, à compter du 01/05/2021

Radiation au RCS de Perpignan et réimmatriculation au RCS d'Annecy

Jardins enlumines au palais des rois de Majorque

Visite. Le Palais des rois de Majorque se dote d'un dispositif innovant d'approche de son histoire et de son patrimoine.

En avant-première, la presse était invitée le 28 avril à découvrir, dans la salle des écuries du palais des rois de Majorque, le spectacle immersif « Jardins enlumines », qui sera présenté au public dès la réouverture des musées et monuments. D'emblée, une projection sur l'ensemble des murs de la salle plonge le visiteur au rythme des saisons et des activités agricoles dans un univers poétique mettant en valeur l'histoire du palais entre les XIII^e et XV^e siècles, période faste pour le monument. À cette époque, le palais est un lieu de résidence et de représentation du pouvoir, entouré de jardins d'agrément, jardins agricoles avec des cultures vivrières, et domaine de chasse. Aymat Catafau, enseignant-chercheur à l'UPVD, dont les recherches et publications ont servi de base à ce projet, a apporté son crédit à ce dispositif dont il a suivi et validé toutes les étapes.

Les artistes numériques se sont inspirés

des modes de représentations classiques du Moyen Âge en s'appuyant sur des archives iconographiques ainsi que sur des peintures et sculptures du palais, ce qui confère au dispositif une remarquable authenticité.

Réalité paysagère et sonore

La réalité graphique des espaces extérieurs du palais est restituée sur les murs de la salle immersive comme autant de panoramas ou de fenêtres ouvrant sur les jardins, tels qu'ils étaient orientés et organisés au Moyen Âge. Ainsi, peut-on voir le Canigou au fil des saisons, tantôt animé par les vols de cigognes, tantôt printanier, tantôt enneigé.

L'univers sonore est une création originale qui contribue à l'immersion entre musique, activités et éléments naturels tels le vent, la pluie, la neige ou le très poétique vol des feuilles mortes. Géolocalisée au plus près des représentations, elle suscite l'imaginaire du visiteur et accompagne sa déambulation.



L'eau est très présente, avec l'immense roue de la noria qui permet d'acheminer l'eau du canal royal de la Têt jusqu'au château situé dix mètres plus haut.

Avec ce dispositif, le département concrétise son engagement, issu de la concertation citoyenne, « *imagine les P-O.* » à créer des outils numériques innovants,

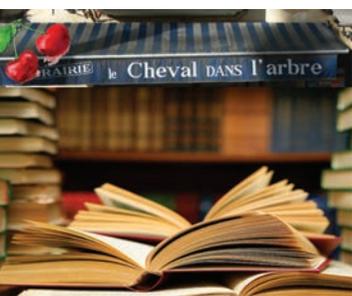
afin d'offrir une nouvelle expérience et une meilleure accessibilité à tous les publics. Un livret d'aide à la visite sera d'ailleurs fourni à chaque visiteur.

Evelyne Bordet

Plus d'infos sur www.ledepartement66.fr/dossier/lepalaisdesroisdemajorque/

Le Cheval dans l'arbre est sauvé

Céret. Grâce à une intervention citoyenne, la librairie indépendante « Le cheval dans l'arbre » est sauvée



Institution de la capitale catalane de la cerise depuis 36 ans, l'une des cinq librairies indépendantes des P.-O. était menacée de fermeture après le départ à la retraite du gérant. Comme déjà annoncé dans

nos colonnes, des fidèles lectrices et lecteurs ont créé une société coopérative d'intérêt collectif (Scic), pour sauver le lieu et le pérenniser. L'achat de parts sociales a dépassé les prévisions des initiateurs, pas moins de 45 000 € ont été récoltés auprès de 350 citoyens devenus sociétaires, qui doivent donc désormais gérer la coopérative que l'association à l'origine du projet qualifie « d'un acte de résistance contre le libéralisme et son uniformisation sociale, contre la désertification culturelle ». Chaque acheteur d'au moins une part dispose d'une voix en assemblée générale et peut donc prendre part aux décisions. Grâce à cette opération, la Scic devrait être propriétaire des lieux courant mai et prévoit une inauguration en juin. Elle appartient désormais à la fois aux salariés, aux bénéficiaires de l'activité et aux actionnaires qui regroupent des collectivités dont la municipalité de Céret, soutient de l'initiative, des bénévoles et des financeurs divers.

Ray Cathala

Quand l'écrivain s'expose

Livre. Dans la dernière publication de Daniel Hernandez, *L'écrivain et le tueur*, la réalité parasite dangereusement la fiction.

Avec *L'écrivain et le tueur*, Daniel Hernandez rompt avec ses polars antérieurs pour donner un livre extrêmement personnel. D'une part, il est né d'un épisode réel, sa rencontre avec un tueur en série, de l'autre il évoque ce qui est la raison de son entrée en écriture, le décès de son fils aîné voici vingt ans. Tout au long de ce dernier ouvrage, ces deux aspects s'entremêlent.

Jusqu'à-là, Daniel Hernandez était, comme il le dit lui-même, « un mec qui témoigne, qui parle de son pays. » Voilà que les hasards de la vie l'ont mis en contact avec un tueur en série, emprisonné depuis de nombreuses années, qui s'est mis en tête de lui commander un bouquin pour prouver son innocence.

Un événement qui, pour l'écrivain, fait figure de tremblement de terre et entraînera une succession d'épisodes qui iront jusqu'à le mettre en danger et faire vaciller son couple.

Les ressorts de l'écriture

Dans un premier temps, bien sûr, il hésite, se méfie, mais, peu à peu, se laisse gagner par le challenge et s'embarque dans l'aventure, toujours habité par le souvenir de son fils disparu, de la maladie qui l'a emporté.

Il y aura la visite à la prison, la rencontre avec le tueur, un type comme tout le monde, sympa, avec ses proches, les menaces des familles de victimes, les tourments de

l'auteur, jusqu'au final inattendu comme dans tout bon thriller.

Tout au long de la lecture, une question taraude, quelle est la part du réel ? Celle de la fiction ? Cette incertitude fait l'intérêt du livre qui développe aussi une réflexion sur les ressorts de l'écriture. Mais Daniel Hernandez n'en oublie pas moins son rôle de témoin et cible

quelques réalités, comme la folie qui peut s'emparer des êtres humains, ou ces parcours de militaires factieux dont on se demande jusqu'où ils peuvent aller, ou certain milieux littéraires très occupés des prix et des honneurs...

Enfin, au vu de tout ce qu'a pu générer l'écriture de ce livre, on se dit que la littérature a un sacré pouvoir.

N.G.

Daniel Hernandez, *L'écrivain et le tueur*, ed TDO/Noir austral 16€.

Le livre vient d'être sélectionné pour le prix Cognac 2021 du meilleur roman francophone.



Génération démoralisée

Photographie. Lou a 21 ans, elle est diplômée en photojournalisme et fait partie de ces artistes privés de leur travail.



Lou Baron vient d'être sélectionnée pour le grand prix Paris Match pour son reportage avec le comité du jumelage d'Alénya au Kenya.

Photographe, ce n'est pas un métier facile !

L'accès à la formation et aux études dans ce milieu est difficile, les écoles sont souvent privées et extrêmement chères, 21 000 € pour 3 ans. Si l'on n'a pas d'argent de côté, il devient très difficile d'y entrer, on s'endette ou on travaille en même temps que les études. Une fois le diplôme obtenu, on se retrouve devant de nouvelles difficultés : trouver un emploi. Dans ce milieu, il faut savoir se démarquer et se vendre.

Quels sont vos projets immédiats ?

Avec la crise sanitaire, on se retrouve face à de nouveaux problèmes puisque nous ne pouvons pas démarcher. Pour ma part, j'aimerais faire des formations en audiovisuel auprès d'enfants et d'adolescents mais il est très difficile aujourd'hui de rencontrer les institutions.

Pour autant à 20 ans, on est optimiste, non ?

C'est difficile de se motiver. Aujourd'hui j'essaie de prévoir le post-Covid, de monter des projets mais la plupart tombent à l'eau. J'aimerais aussi organiser ou participer à des projets humanitaires mais la plupart ont été aussi annulés. Je suis dans une situation difficile, je n'ai pas d'emploi.

Pourtant le gouvernement a annoncé des aides pour les jeunes

Quand on a moins de 25 ans on est un peu laissé de côté. Il existe un RSA mais il faut justifier d'au moins 2 ans de travail à temps plein. Comment, après avoir fini ses études ou avoir obtenu le BAC, peut-on justifier de ce temps de travail ? J'ai reçu un SMS de la CAF présentant des dispositifs pour aider les jeunes durant la crise. Bons, RSA, Garantie jeunes (maximum de 500 €), des aides pour les étudiants et pour les jeunes actifs etc... mais ma situation n'est pas représentée. Il me reste les missions locales mais aucune dans mon domaine. La seule chose qui me permet aujourd'hui de tenir c'est Pôle emploi qui continue de me rémunérer mais avec une somme très faible. J'ai cette chance, alors que beaucoup d'amis qui ont fait le même parcours que moi se retrouvent sans aucun moyen.

Et l'après Covid, il sera comment ?

J'espère que cette crise ne va pas durer trop longtemps, parce que je risque de suffoquer. Comme beaucoup de jeunes, je me retrouve isolée, chez moi, sans grande source de motivation. Beaucoup d'entre nous tombent en dépression. Vingt ans, c'est le moment où l'on doit vivre, où l'on se construit, où l'on prépare son avenir.

Propos recueillis par Ray Cathala

FILAF du 21 au 27 juin

Perpignan. Festival indépendant unique en son genre, le FILAF mobilise un important public aussi bien sur place que dans ses reflets numériques.

Ed Ruscha, William Kentridge, Luc Tuymans, Giuseppe Penone, Jim Dine, Gerhard Steidl et Christophe Chassol seront parmi les invités de la onzième édition du FILAF. Croisant arts plastiques, littérature et cinéma sur l'art, le FILAF accueillera en outre Yannick Haenel, Maylis de Kérangal, Atiq Rahimi, Oliver Rohe, Arno Bertina, les expositions de plus de douze artistes dont Mireille Blanc ou encore Valérie Mréjen dans des lieux inédits du centre historique, et une compétition internationale de dix films et dix livres parmi lesquels de nombreuses premières. Une journée professionnelle autour des films indépendants sur l'art permettra de remettre dix-huit mille euros de bourses à des projets innovants : la bourse en chocolat, l'âne d'or et l'âne d'argent en partenariat avec Pretty Pictures. L'exposition de Thomas Lévy Lasne, *Les apparences*, montrant plus de 50 peintres français et l'exposition d'Anne-Sarah Bénichou, *Les partis pris d'Anne-Sarah Bénichou*, feront partie du parcours de cette belle fête de l'art.



Les éditeurs, producteurs et réalisateurs se retrouvent et partagent leurs expériences et leurs projets. Depuis 2011, le FILAF a présenté plus de 350 livres sur l'art, a invité plus de 500 auteurs, professionnels de l'édition et artistes. C'est un festival unique qui prévoit annuellement 50 événements, rencontres, lectures et signatures. Le FILAF s'organise grâce au soutien de 25 partenaires publics et privés et mobilise 15 000 festivaliers, à Perpignan et sur ses réseaux sociaux.

Nicole Gaspon

Visuels presse et dossier complet sur simple demande à contact@filaf.com et 0634541898.

En images

À l'automne 2020, le musée de Collioure proposait l'exposition Des journées entières dans les arbres qui confrontait avec des œuvres présentes au musée celles de trois artistes contemporaines : Clara Claus, Hélène Peytavi et Anne Slacik. Une évocation en images de cette exposition qui fut interrompue par le confinement.



Une juxtaposition d'Hélène Peytavi.



Les éclats du mas de Clara Claus 2020.



Sans titre, auteur inconnu.

Les généraux... et Colette

Mon amour immodéré des militaires, et parmi eux des généraux, m'a incité à choisir de vous parler de l'initiative collective que certains d'entre eux, à la retraite, ont prise en lançant un appel au gouvernement pour qu'il se ressaisisse contre les dangers qui menacent la patrie. S'il ne se ressaisit pas, l'armée d'active, la vraie, pourrait passer à l'attaque et déclencher la guerre civile contre une République qu'ils ne semblent pas beaucoup aimer.

Je vais vous dire ce qu'ils m'inspirent, ce qu'ils nous cachent aussi, ce que leur appel révèle pour les citoyens que nous sommes. Mais je veux l'accompagner du remède indispensable dans une vie politique qui semble perdre la boule : une évocation d'une autre teneur, celle de Colette, résistante de 93 ans, qui est au centre du documentaire réalisé par Anthony Giacchino, produit par Alice Doyard, et qui vient d'obtenir un oscar aux States. Quand on a une purge à avaler, il faut l'accompagner d'une douceur et d'une espérance.

Commençons par le pire

Des décennies après la tentative de coup d'état des généraux Salan, Challes, Zeller et Jouhaud, c'était un 21 avril (1961) à Alger, quelques étoiles d'aujourd'hui, en retraite, se sont pris à rêver : la nostalgie sans doute. Après une vie tristounette, de garnison en garnison, où les exploits guerriers ne les ont que modérément occupés et où ils ont eu tous les loisirs possibles pour baver sur la République, cette gueuse, ne voilà-t-il pas qu'ils perçoivent comme une menace qui, depuis les banlieues, sape les fondements de notre civilisation que sont, depuis toujours et pour longtemps, les valeurs de l'occident, j'ajoute, blanc, chrétien et de droite (toute).

Droite est, là, un euphémisme pour dire un peu plus, de droite pure et dure, celle qui lève le menton, qui aime la force, le pétainisme, et les inégalités congénitales qui font une civilisation supérieure. Ils lorgnent vers la famille Le Pen, et les sbires qui les accompagnent. Ils se réjouissent qu'une force politique partie dans les poubelles de l'histoire puisse, à



l'occasion d'une crise de société qu'ils espèrent sans issue, revenir occuper le devant de la scène.

Je crois comprendre qu'ils ne sont pas insensibles aux efforts de la Marine (pas les bateaux, la fille) pour occuper le devant de la scène aux prochaines présidentielles. Leur intervention, dans un climat trouble, ne vise qu'à jeter un peu plus de trouble en imaginant le pire : la guerre civile. Après le corona, on ne pouvait pas rêver mieux pour eux et nous.

La négation de l'histoire

Je plaisante, mais j'ai tort. Ces gens sont dangereux, inutiles et tournent délibérément le dos aux aspirations d'un pays à vivre moins mal, à profiter des fruits de son travail, à construire de la solidarité, de la justice, à mettre en œuvre une politique progressiste qui le permette. Ils nous refont le coup des milices fascistes de 34, des inquiétudes qui les ont accompagnées, de l'incurie des gouvernements successifs à répondre aux besoins du peuple pour nous entraîner dans une histoire qui est la négation de l'histoire.

Comme si nous avions perdu la mémoire (je crains que nous l'ayons un peu perdue). La bête immonde du fascisme l'avons-nous oubliée ? La déportation, les massacres, les génocides, les horreurs, les tortures, l'arbitraire généralisé

en sont les produits.

Colette

Colette, la résistante de 93 ans, oscarisée, n'a rien oublié, même si elle a beaucoup fait pour panser ses plaies à la suite de l'arrestation de son frère pour des actes de résistances qu'elle dit avec modestie avoir partagés. Elle va sur les traces de la mort de ce frère au camp de Dora-Mittel où nous l'accompagnons avec une jeune étudiante, Lucie, qui travaille sur la déportation. Elle a attendu ses 93 ans pour faire ce pèlerinage de la mémoire et se trouver confrontée aux travaux forcés des déportés. Sa douleur violente est faite de retenue et de révolte rentrée devant l'inhumanité qui peut s'emparer d'un pays fasciste. Elle témoigne pour que l'on n'oublie pas, pour qu'on n'oublie pas ce four crématoire, emblématique du nazisme.

La bague, faite par son frère, seul bien qui lui reste de lui, elle l'offre, à la fin du documentaire, à l'étudiante qui l'accompagne, comme pour lui passer le relais dans ce combat jamais achevé contre une hydre qui en veut à notre humanité. Dans nos temps difficiles, ce documentaire est aussi un relais qui nous est passé. À voir absolument et gratuitement (sur YouTube).

Jean-Marie Philibert.

L'actu vue par DELGE

Déconfinement : bientôt le sport en plein air sans limitation ?



WARTH Christophe
Paysagiste



Taille, irrigation, pelouse, élagage ...
tous travaux de parc et jardins

10, rue des Caroubiers
66330 Cabestany
Tél. 04 68 66 96 50
Portable 06 62 65 96 50

TOURRES JEAN
Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION

TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricitejeantourres.eu
Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com